

Pour une vraie garantie de revenu par Pierre Ivorra

Il y a eu une proposition de déposée à l'Assemblée nationale par les élus EELV en faveur du revenu de base. Hamon l'a faite sienne et l'a ensuite édulcorée. Mais il y a aussi une version ultra-libérale portée par un économiste comme Milton Friedman et que Jean-Louis Banès semble reprendre à son compte, qui conduirait à défaire complètement le système de protection sociale à la française alors qu'il s'agit, à mon sens, de l'améliorer, de le porter plus loin.

De quoi s'agit-il exactement avec ce revenu universel ? De verser à tout un chacun un revenu quel que soit son âge, son activité, sa situation, sa fortune, indépendamment de tout travail productif. Pour certains de ses promoteurs, ce revenu pourrait se cumuler avec un autre revenu, un salaire notamment et devrait, selon les auteurs, s'élever entre 400 et 700 euros.

- On pourrait balayer d'un revers de main la proposition en invoquant son coût : **475 milliards d'euros** à 600 euros/mois. **Presque autant que le budget de l'Etat.**
- On pourrait aussi en **montrer les grandes limites** : qui peut vivre dignement avec 400 ou 700 euros par mois s'il est sans autre ressource ?
- On pourrait invoquer les risques que ce RU représente. Notamment celui que le patronat considère que ce revenu supplémentaire l'autoriserait à diminuer d'autant les salaires.

Mais **essayons d'abord de comprendre le sens et les motivations** qui inspirent ses promoteurs.

Le RU est souvent présenté comme **une réponse à la formidable révolution technologique** qui débute, qui, selon certains, serait fatalement économe en travail. En raison des gains de productivité qu'elle permettrait, il n'y aurait pas assez d'emplois pour tout le monde et, dès lors, **pas d'autre horizon que celui du chômage et de la précarité**. Avec ce revenu universel, même les étudiants, les chômeurs, les retraités, et pire, les oisifs percevraient ce revenu universel, pour certains en plus de leurs indemnités ou de leur pension. L'objectif premier serait de maintenir la tête hors de l'eau à ceux qui souffrent de la plus grande pauvreté et aussi de donner la possibilité à tout un chacun de cesser une activité salariée afin, par exemple, de se consacrer au bénévolat. Mais le paradoxe est que pour pouvoir financer un tel niveau de dépenses, **il faut bien que certains travaillent, produisent des richesses**. Et ce travail qui se dégrade et qui semble nous fuir, peut-on renoncer à le changer, à révolutionner la façon de produire les richesses et de les répartir en se contentant d'allouer un maigre revenu à chacun ?

Pour ma part, je me prononce pour l'abrogation de la loi El Khomry et en faveur **d'une sorte de sécurité sociale de l'emploi et de la formation** qui, conjuguée avec une baisse du temps de travail et un retour du droit à la retraite à taux plein à partir de 60 ans, permettrait progressivement d'éradiquer le chômage et la précarité. Dans cet esprit, je défends également l'idée **d'une garantie de revenu** que l'on soit en emploi ou en formation avec l'assurance qu'il y ait une continuité de rémunération lorsque le salarié quitte son emploi ou est victime d'un licenciement et intègre une formation qualifiante. Un salarié payé au SMIC – un Smic porté à 1 800 euros brut – continuerait à percevoir 1 800 euros. Pareil pour un ingénieur bénéficiant par exemple de 4 000 euros par mois.

Avec ce revenu garanti, le salarié victime d'une restructuration, d'une délocalisation, confronté à une transformation des process de production pourrait ainsi intégrer une formation avant de retrouver un nouvel emploi, une nouvelle qualification sans passer par la case chômage. De leur côté, les étudiants bénéficieraient d'une allocation d'autonomie-formation.

Avec la révolution technologique en cours, **la formation devient décisive**, de même que toutes les dépenses pour les êtres humains (recherche, qualifications, formation, culture, etc.). L'efficacité de la production dépend de façon cruciale et comme jamais des qualifications des

salariés, de leur formation tout au long de la vie, de la qualité de leurs conditions de travail et de rémunération. **A la prédominance des activités industrielles succéderait celle des activités informationnelles, comme la recherche, la formation, l'accès aux données, la culture, le bien être des hommes, leur développement, la restauration des équilibres naturels, ...**

La garantie de revenu s'accompagnerait ainsi d'**une conquête historique** : la fin de la menace du chômage ou de l'emploi précaire, armes de dissuasion massive contre la volonté de changer le système. A la régulation du marché du travail propre au capitalisme par le chômage, on substituerait une régulation par le recours à la formation rémunérée. Confronté à une baisse de la demande, le capitalisme répond par la suppression d'emplois et davantage de chômage, là on répliquerait par la mise en formation avec maintien des rémunérations.

L'autre grande différence de nature avec les partisans du revenu universel porte sur le financement. Pour ma part, je ne suis pas favorable à ce que la garantie de revenu soit assurée seulement pas des fonds d'Etat. Ce serait là encourager une fois de plus une désresponsabilisation sociale des entreprises, du patronat, renforcer l'étatisation de notre système social, la mise en coupe réglée des ressources des travailleurs, l'affaiblissement de nos services publics. L'instauration de cette sécurité d'emploi et de formation devrait s'accompagner **d'une réforme radicale de la fiscalité, du financement de la protection sociale qui doit rester lié à l'entreprise, de celui de la formation, du système d'aide aux entreprises.** Quelque 100 milliards d'euros sont utilisés pour baisser le coût du travail en faveur du capital, il faut les réorienter.

La production de richesses, l'activité des entreprises, des banques et des services publics doivent être réformées. Au souci de la rentabilité financière l'on doit opposer celui de l'efficacité sociale et écologique. Il s'agit donc de commencer à **changer les critères de financement, de production et de gestion des entreprises** notamment en instaurant de nouveaux droits pour les salariés et leurs représentants, en leur attribuant des pouvoirs nouveaux de proposition et de codécision. **Le pouvoir à l'entreprise ne serait plus ainsi monopolisé par les banquiers et les patrons.**

Ce renversement de valeurs et de priorités devrait même dépasser les frontières nationales et inspirer particulièrement la construction européenne et le système fondé sur la monnaie unique, l'euro. La BCE pourrait ainsi, comme les banques commerciales de la zone euro contribuer au financement de la sécurité d'emploi et de formation.

La proposition de revenu universel atteste sans aucun doute que la société commence à se poser la question d'un dépassement du marché capitaliste et du salariat. Il y a une forme de partage de la richesse sociale, une certaine volonté de sécuriser les populations, les jeunes notamment. Mais **c'est un partage à la marge.** Et la marge est bien réduite. On ne partage pas véritablement les richesses, les savoirs, les pouvoirs, les droits, l'emploi. Et ce sont ces transformations qu'il faut commencer à réaliser pour que la révolution informationnelle soit bénéfique à toute l'humanité et pas seulement à une caste de privilégiés. Qu'elle permette de produire autrement, à moindre coût et mieux, en respectant les hommes et leur environnement.

Il faut aller au-delà du RU. **Pour commencer à dépasser le marché du travail actuel, à dépasser le salariat, il faut** principalement commencer à **éradiquer le chômage.** Mais aussi donner de nouveaux pouvoirs aux salariés dans l'entreprise, aux populations dans la cité, **C'est un changement de civilisation qu'il faut réaliser.**

Mars 2017